



Pour les Français, la rentrée scolaire est synonyme de dépenses, de stress et d'inflation: 87 % d'entre eux réclament des cours à l'école pour apprendre à gérer son argent



Comment se préparent les Français pour financer la rentrée scolaire ? C'est la question que Yomoni, leader de la gestion d'épargne en ligne, a posée à 958 parents. Une enquête qui dévoile d'importantes difficultés financières pour cette rentrée 2023, le tout dans une ambiance très anxiogène de la part d'une grande majorité de Français.

Une rentrée scolaire qui rime avec « cher »

Pour plus de 94% des Français, la rentrée scolaire 2023 sera sous le signe des dépenses. En effet, pour 57%, ce début de mois de septembre est synonyme de fortes dépenses et pour 37% de dépenses moyennes. Seulement 6% n'ont pas cet avis économique difficile.

Pour vous, la rentrée scolaire est synonyme de :		
Réponses	Pourcentages	
Fortes dépenses	57 %	
Dépenses moyennes	37 %	
Faibles dépenses	6 %	

Des budgets qui grimpent...

Les budgets diffèrent en fonction du cursus scolaire suivi par l'enfant. Ainsi, pour 42% des parents ayant un enfant en maternelle, le budget de la rentrée scolaire sera compris entre 200 et 300 euros, tout comme ceux en élémentaire à 39%. Au collège, l'enveloppe grimpe pour 35% des familles et est comprise entre 300 et 400 euros. Plus les études avancent, plus c'est élevé! Ainsi, au lycée, le budget tourne autour de 400 et 500 euros pour 41%. Enfin, les parents d'universitaires explosent les compteurs avec un budget compris entre 1 000 et 1 500 euros à plus de 43%.

Réponses	Maternelle	Élémentaire	Collège	Lycée	Université
Moins de 100 euros	12 %	10 %	2 %	1 %	
Entre 100 et 200 euros	27 %	23 %	6 %	2 %	-
Entre 200 et 300 euros	42 %	39 %	29 %	7 %	1 4
Entre 300 et 400 euros	11 %	15 %	35 %	18 %	9 %
Entre 400 et 500 euros	7 %	12 %	22 %	41 %	13 %
Entre 500 et 1000 euros	1 %	1 %	5 %	27 %	17 %
Entre 1000 et 1500 euros	1-	120	1 %	3 %	43 %
Plus de 1500 euros	:-	253	-	1 %	18 %

Classement des dépenses les plus lourdes

Parmi tout ce qu'il faut acheter à la rentrée, ce sont les outils informatiques qui pèsent le plus lourd pour



44% des Français. Ils sont bien loin devant les fournitures scolaires à 38%, les vêtements à 35% ou tout ce qui concerne la nourriture avec 31%.

Quels seront vos 3 postes de dépenses qui pèsent le plus dans votre budget pour financer la rentrée scolaire ?

Réponses	Pourcentages
Les outils informatiques (ordinateur, téléphone, etc.)	44 %
Les fournitures scolaires	38 %
Les vêtements	35 %
La nourriture (cantine, restaurants, etc.)	31 %
Les moyens de transport	27 %
Les frais de scolarité	22 %
Les assurances scolaires	21 %
Les activités extra-scolaires (sport, musique, loisirs divers, etc.)	17 %
Les sorties	12 %
Autre	3 %

Où sont les sous?

Pour trouver l'argent nécessaire à cette rentrée scolaire 2023, 74% des Français vont directement piocher dans les économies réalisées tout au long de l'année. 9% risquent de souscrire un prêt bancaire ou étudiant afin d'y faire face et 8% vont devoir travailler en complément, tout au long de l'année ou bien lors d'emplois saisonniers. Enfin, 5% bénéficieront d'aides diverses et 4% vont récupérer de l'argent sur d'autres postes. À noter, que les Français rechignent à demander de l'aide financière à des proches (0,2% de répondants).



Réponses	Pourcentage
Dans des économies réalisées au cours de l'année	74 %
En souscrivant un prêt bancaire ou étudiant	9 %
Avec un travail complémentaire de l'enfant (job saisonnier ou annuel)	8 %
Avec des aides diverses (e-chèque, etc.)	5 %
En prenant sur d'autres postes (nourriture, vêtements, sorties, etc.)	4 %
En demandant une aide à des proches	

Pour les 74% des Français qui vont piocher dans les économies réalisées au cours de l'année, c'est d'abord le compte courant qui sera débité à plus de 66%, bien loin devant les livrets à seulement 24%, l'assurance-vie à 8% ou le PEA à 2%.

Où allez-vous précisément piocher ?		
Réponses	Pourcentages	
Au sein de mon compte courant	66 %	
Au sein d'un livret (A, LDD, PEL)	24 %	
Au sein de votre Assurance-vie	8 %	
Au sein de votre PEA	2 %	

Moins de vêtements neufs pour 2023

Même s'il est très difficile d'économiser à la rentrée, 57% des Français vont essayer de limiter leurs dépenses sur les vêtements et plus de 32% sur les fournitures scolaires. 21% pensent diminuer le budget consacré aux sorties et 19% aux activités extra-scolaires.

Ecrit par le 18 décembre 2025

Réponses	Pourcentage	
Les vêtements	57 %	
Les fournitures scolaires	32 %	
Les sorties	21 %	
Les activités extra-scolaires (sport, musique, loisirs divers, etc.)	19 %	
La nourriture (cantine, restaurants, etc.)	18 %	
Les moyens de transport	14 %	
Les outils informatiques (ordinateur, téléphone, etc.)	11 %	
Les assurances scolaires	3 %	
Les frais de scolarité	1%	
Autre	4 %	

Des promos et du recyclé

Pour tout ce qui concerne les achats de fournitures scolaires, 41% des Français vont d'abord privilégier les produits neufs et moins chers et plus de 32% utiliseront les affaires dont ils disposent déjà, comme celles de l'année précédente ou déjà en leur possession. 16% vont également opter pour des produits d'occasion et 11% de chanceux s'orientent sur du matériel neuf et haut de gamme.

Pour vos achats de fournitures scolaires, vous allez privilégier :		
Réponses	Pourcentages	
Les produits neufs les moins chers	41 %	
Le recyclage de vos produits existants	32 %	
Les produits d'occasion	16 %	
Les produits neufs et chers	11 %	

Cours financiers dès le primaire ?

À la question « Selon vous, faudrait-il apprendre à l'école à bien gérer ses dépenses, ses finances et son argent en général ? », les Français sont unanimes : « Oui » à plus de 87% ! Dans le détail, 72% en sont

Ecrit par le 18 décembre 2025

totalement convaincus et 15% un peu.

Selon vous, faudrait-il apprendre à l'école à bien gérer ses dépenses, ses finances et son argent en général ?

Réponses	Pourcentages
Oui totalement	72 %
Oui un peu plus	15 %
Non pas du tout	13 %

Une rentrée... stressée!

Les vacances n'auront pas été totalement réparatrices pour une grande majorité de personnes. En effet, plus de 89% des Français avouent se sentir « stressés » pour cette rentrée 2023 et 9% se disent « inquiets ». Seulement, 2% se déclarent totalement zen pour commencer cette nouvelle année scolaire.

Pour cette rentrée, vous vous sentez :		
Réponses	Pourcentages	
Stressé(e)	89 %	
Un peu inquièt(e)	9 %	
Totalement zen	2 %	

Ars: peut mieux faire?

L'allocation de rentrée scolaire (Ars) est versée aux familles démunies ayant au moins un enfant scolarisé âgé de 6 à 18 ans et est destinée à financer les dépenses de septembre. Pour cette année 2023, le montant de l'Ars est de 398,09€ par enfant âgé de 6 à 10 ans, 420,06€ par enfant âgé de 11 à 14 ans et 434,60€ par enfant âgé de 15 à 18 ans. Même si son montant a été revalorisé de 15%, 58% des Français l'estiment insuffisant et 41% suffisant.



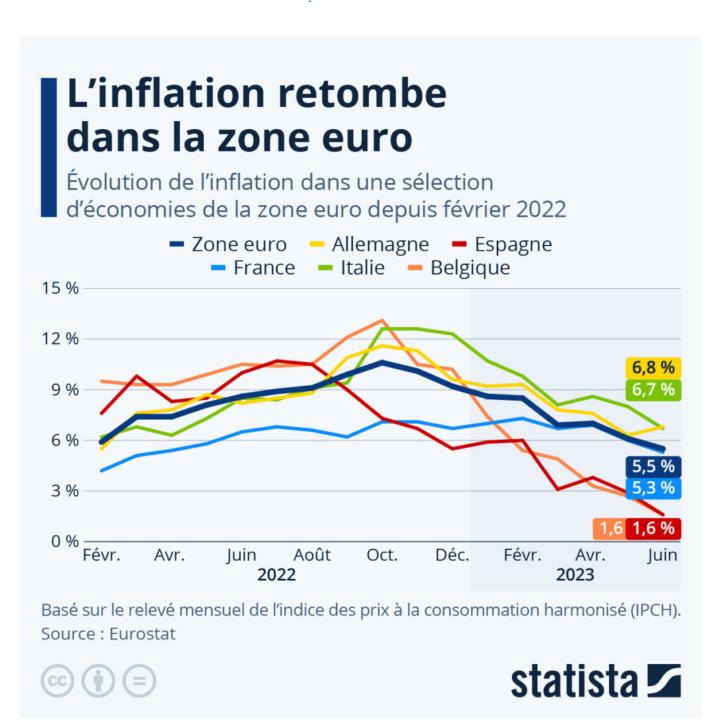
Comment jugez-vous l'allocation rentrée scolaire ?		
Réponses	Pourcentages	
Insuffisante	58 %	
Suffisante	41 %	

En résumé:

- Les 3 postes les plus lourds : informatique, fournitures et vêtements.
- 74 % des Français vont piocher dans leurs économies annuelles : le compte courant à 66 % et les livrets à 24 %.
- Les 3 postes où les Français vont essayer de limiter leurs dépenses : les vêtements, les fournitures et les sorties.
- 41 % vont acheter les produits neufs les moins chers et 32 % vont réutiliser leurs anciens produits.
- 89% des Français se sentent stressés pour cette rentrée 2023.
- 58% trouve l'allocation rentrée scolaire insuffisante.
- 79 % des Français ressentent l'effet de l'inflation sur leur budget dédié au matériel scolaire.

L'inflation retombe sous les 6% dans la zone euro





En juin, l'inflation dans la zone euro est retombée à 5,5% sur un an. Il s'agit du taux le plus bas mesuré depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 et l'aggravation de la crise des prix de l'énergie qui en a résulté. Ce sont les produits alimentaires, y compris l'alcool et le tabac, ainsi que les services qui ont le plus contribué à l'inflation en juin. Comme le montre notre graphique basé sur les données d'Eurostat, cet indicateur macroéconomique n'a pas évolué de la même manière dans tous les



pays de l'Union européenne.

Par exemple, si la Belgique et l'Italie ont dû faire face à une inflation dépassant les 12% à l'automne 2022, la première économie citée s'est nettement mieux rétablie, puisqu'elle est parvenue à faire baisser ce taux sous le seuil des 2% en juin. En revanche, l'Italie présentait toujours un taux d'inflation supérieur à la moyenne européenne à la fin du premier semestre (6,7%). En France, après un pic à 7,1% atteint à l'automne 2022, l'inflation est redescendue à 5,3% en juin — mais restait supérieure au niveau d'avant-guerre en Ukraine (4,2% en février 2022).

L'un des moyens de lutte contre l'inflation est le relèvement des taux directeurs par les banques centrales. Ainsi, la Banque centrale européenne (BCE), la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque d'Angleterre ont procédé à une série de hausses ces derniers mois. La BCE a fixé son taux directeur à 4,25% le 27 juillet, tandis que le principal taux de la Fed se situe désormais dans la fourchette de 5,25 à 5,5%.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les carburants seront à prix coûtant tous les week-ends de l'été dès ce vendredi dans les stations Leclerc



Ecrit par le 18 décembre 2025



L'enseigne de grande distribution vient de l'annoncer : elle proposera ses carburants à prix coûtant tous les week-ends de l'été entre le 30 juin et le 13 août 2023. C'est la première fois que E.Leclerc reconduit cette opération pendant 7 week-ends d'affilée lors des grandes vacances. La mesure concerne plus d'une demi-douzaine de stations-service en Vaucluse et à sa proche proximité.

Si plusieurs opérations similaires, dont la dernière en mars 2023 à l'occasion de la fin des vacances scolaires d'hiver, ont déjà été mises en place par l'enseigne ces derniers années, c'est la première fois que les stations Leclerc reconduisent cette opération durant les 7 week-ends* d'affilée lors des grandes vacances. Ainsi, entre le 30 juin et le 13 août, les 696 stations-service** du groupe de grande distribution vont donc participer à cette opération visant à « protéger le pouvoir d'achat des automobilistes français alors que les prix continuent à subir le contexte inflationniste » et « accompagner les usagers dans leurs déplacements, tous itinéraires et dates de départ en vacances confondues ».

Les stations vauclusiennes concernées

En Vaucluse, cette initiative concerne notamment les stations des magasins d'Avignon, Carpentras, Morières-Lès-Avignon, Apt, Bollène et Valréas. A cela, s'ajoute les stations des Angles, dans le Grand Avignon, et Meyrargues, à côté de Pertuis.

A noter que cependant que les stations d'autoroute, comme celle de Mornas sur l'A7 dans le sens Sud-Nord, ne sont pas concernées par cette opération.

L'opération commence dès ce vendredi





« Les prix des carburants sont sur une tendance baissière, mais restent encore trop élevés pour de nombreux automobilistes dans ce contexte de hausse des prix toujours généralisée, Michel-Edouard Leclerc, président du Comité stratégique des centres E.Leclerc. Et cela ne doit pas impacter les vacances d'été tant attendues des Français. Alors que bon nombre d'entre eux prévoient d'effectuer des déplacements importants dès ce week-end et que les autres enchaîneront jusqu'à la mi-août, nous décidons de donner un coup de pouce et de proposer une nouvelle fois le carburant à prix coûtant. Mais pour que le plus grand nombre puisse en bénéficier en cette année particulièrement tendue pour le porte-monnaie, nous avons choisi de mener cette fois cette opération chaque week-end de l'été jusqu'au 13 août. Et ça commence dès ce vendredi. »

L.G.

- *Week-end = vendredi, samedi et dimanche
- **Hors fuel domestique et hors stations d'autoroute, dans les magasins participants.

Inflation, Willy anti-gaspi arrive à la rescousse avec ses produits 100% français ou bio!



Ecrit par le 18 décembre 2025



Depuis près d'un an, les prix des produits ne cessent d'augmenter. Cette inflation a atteint 17,6% au mois d'avril par rapport au mois de mars 2022. L'augmentation des prix a donc un impact direct sur les habitudes d'achat des consommateurs, qui ont dû réduire leurs dépenses non-alimentaires.

La consommation des ménages

Cette hausse globale des prix se répercute sur les produits d'hygiène et cela affecte un nombre important de ménages. En janvier 2023, les prix de ces produits ont augmenté de 11% en un an. Et cette augmentation à des conséquences critiques : de nombreux français se retrouvent en situation de précarité hygiénique, en diminuant la quantité de produits de beauté utilisés voire, en diminuant leur fréquence d'utilisation. En 2023 par exemple, près de 4 millions de femmes sont victimes de précarité menstruelle*, soit deux fois plus qu'en 2021.

Achats des produits d'hygiène en berne

Pour faire face à cette hausse des prix sur les produits d'hygiène, il existe des alternatives à la grande distribution. C'est le cas de <u>Willy anti-gaspi</u>, qui propose sur son site des produits d'hygiène en moyenne 30% moins chers que dans le commerce traditionnel, et qui a vu entre mi-mars et la fin du mois d'avril, une multiplication par quatre des ventes de produits d'hygiène. Les catégories de produits les plus vendues sont les crèmes, les savons et shampoings, ainsi que les déodorants et tubes de dentifrice.

Ecrit par le 18 décembre 2025

Pour des prix plus accessibles

«On observe un véritable engouement de nos clients pour les produits d'hygiène et cosmétiques depuis quelques semaines, avec des ventes qui ont été multipliées par 4, explique Jonathan Negrin, cofondateur de Willy anti-gaspi avec Clément Méry. Dans un contexte d'inflation globale et encore plus spécifiquement sur ce type de produits, Cela montre aussi une confiance accrue dans l'anti-gaspi sur des produits autres qu'alimentaires.»



Eviter de jeter ce que l'on a produit

« Willy anti-gaspi est le premier-commerce dévolu à la lutte contre le gaspillage, relate Jonathan Négrin. Nous l'avons lancé en février 2023. Nous rachetons des produits, de sur-stock, en date courte, pour lesquels il reste deux mois pour les consommer, ou qui ont un petit défaut d'emballage, ou parce que la recette a changé... Des produits dont la distribution traditionnelle ne veut plus et que nous rachetons directement aux marques. Nous les proposons ensuite sur notre site, via le net, jusqu'à -50%. Nous envoyons ces produits partout en France, en relais, pour toucher le plus possible de personnes. Nous proposons aux gens de faire des économies, soit environ 15€ par commande ce qui fait 300€ par an. »

De vraies économies et moins de produits jetés et détruits

« Cela permet aussi d'agir très concrètement pour l'environnement en évitant de mettre à la poubelle des produits encore bons. 110 000 produits ont déjà été sauvés de la poubelle -ils en prévoient 1 million d'ici l'été et les commandes doublent chaque mois. L'entreprise emploie, pour el moment, une dizaine de



personnes et espère augmenter son nombre de salariés. » Les frais d'expéditions sont offerts dès 29€ de commande. »

À propos de Willy anti-gaspi

Willy anti-gaspi, e-commerce, est dédié à l'anti-gaspi: des produits secs en dates courtes, en sur-stock ou avec un problème d'emballage ou d'étiquettes, mais bons à consommer, et proposés jusqu'à 50% moins chers par rapport à leur prix d'origine. La société propose une livraison partout en France et compte près de 700 références de produits secs : salé, sucré, boissons, bébé, maison, hygiène... représentant plus de 100 marques comme Ethiquable, coteaux nantais... L'entreprise dispose d'un entrepôt de 270 m2 basé à Saint-Ouen.

MH



L'équipe de Willy anti-gaspi

*Terme qui défini le manque d'accès, par manque de moyens matériels, à des protections hygiéniques en nombre suffisant pour avoir une hygiène décente.



Inflation : zoom sur la flambée des prix alimentaires

Alimentation: zoom sur la flambée des prix

Évolution du prix moyen des denrées alimentaires sélectionnées en France entre mars 2022 et 2023

Petit-déjeuner

Baguette +9,3 % Beurre +23,8 %

Céréales +15.8 % petit-déj.

Café, thé & +15,1 %

cacao

SSS

Plat de pâtes

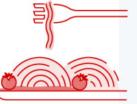
Pâtes +20.9 % alimentaires '

Légumes +29,3 %

frais **

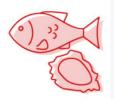
Viande +13,9 %

Sauces et +17,9 % condiments



Poissons & Fruits de mer

Poissons frais +10.0 % Fruits de +6.5 % mer frais



Laitages & Desserts

Fromage et +20,3 % laits caillés

Yaourt +21,3 %

Crèmes glacées +16,1 %

et sorbets

Fruits frais +10,1 %



* et couscous ** hors tubercules Sources: Insee, calculs Statista













En France, les prix des produits alimentaires ont flambé de 16 % en mars par rapport à l'année dernière et constituent le principal moteur de l'<u>inflation</u>. D'après les données du suivi de l'<u>Insee</u>, la hausse des prix de l'alimentation s'est accélérée le mois dernier (après +15 % mesuré en février).

Comme le détaille notre infographie, l'inflation est plus ou moins importante selon les types de produits : les plus touchés étant les produits frais et de base. En mars, les prix des légumes frais (hors tubercules) étaient en hausse de 29 % sur un an et ceux des fruits frais de 10 %. Les prix des pâtes alimentaires, des céréales, de la viande et des produits laitiers (fromage, beurre) ont également subi une augmentation importante, de 14 % à 24 %.

Les raisons de l'inflation alimentaire sont multiples. D'une part, on peut citer les effets de la guerre en Ukraine, qui a provoqué des hausses inévitables sur certaines matières premières (huile de tournesol, céréales, etc.). D'autre part, la hausse des prix de l'énergie a impacté l'agriculture, puisque beaucoup de productions végétales, comme les tomates, sont cultivées sous serre et nécessitent une forte consommation énergétique (gaz).

De Tristan Gaudiaut pour <u>Statista</u>

Un état des lieux de la situation en mars 2022 est consultable ici.

Face à l'inflation alimentaire, 7 Français sur 10 ont modifié leurs habitudes de consommation



Ecrit par le 18 décembre 2025



Alors que les prix des produits alimentaires ont bondi en février de 14,5 % sur un an, <u>l'Observatoire Cetelem</u> et <u>Harris Interactive</u> viennent de publier <u>une étude</u>* sur 'L'Alimentation à l'heure des arbitrages' et à la façon dont les Français font face à l'inflation alimentaire en modifiant leur consommation.

Des habitudes alimentaires stables malgré les pénuries

Associées jusqu'alors à un passé révolu, les pénuries alimentaires se sont à nouveau invitées dans le quotidien des Français, notamment après le déclenchement de la guerre en Ukraine il y a un an, mais également du fait d'évènements climatiques. Ainsi, ils sont plus de 3 sur 4 (77%) à affirmer avoir été confrontés eux-mêmes à des pénuries, un phénomène qui semble avoir touché tout particulièrement les familles (84%). L'huile et la moutarde sont les principaux produits pour lesquels les Français ont dû faire face à une pénurie en 2022, devant les pâtes, la farine et les œufs.

En réaction à ces ruptures de stock, 51% des Français ont cherché à remplacer le produit manquant tandis que d'autres (41%) ont attendu qu'il soit de nouveau disponible. Par ailleurs, lorsqu'ils ont cherché des produits de remplacement, la majorité des consommateurs (54%) les ont souvent trouvés plus chers que le produit d'origine.

Ces stratégies n'ont duré qu'un temps puisque presque 7 Français sur 10 (69%) indiquent être revenus à



leurs anciennes habitudes de consommation une fois le retour du produit en rayon.

« Pour des raisons budgétaires, près de 7 Français sur 10 (69%) révèlent avoir déjà renoncé à faire certaines de leurs courses alimentaires au cours des 12 derniers mois. »

Une sobriété de mise face aux contraintes budgétaires

La quasi-totalité des Français affirment avoir ressenti une augmentation des prix de l'alimentation. L'inflation n'aura donc épargné personne avec une majorité qui l'estime à un niveau compris entre 10% et 19% (53%); 25% des personnes aux revenus les plus modestes et 23% des familles la considèrent encore plus élevée, supérieure à 20%.

Pour des raisons budgétaires, près de 7 Français sur 10 (69%) révèlent avoir déjà renoncé à faire certaines de leurs courses alimentaires au cours des 12 derniers mois, dont 30% qui indiquent que cela a pu concerner des produits qu'ils jugent comme essentiels. Un renoncement plus prononcé chez les jeunes (83%, dont 42% concernant des produits essentiels).

Pour lutter contre l'inflation, la réaction la plus courante, pour 51% des Français, a été de remplacer le produit devenu trop cher à leurs yeux par un équivalent d'une marque moins coûteuse. Ils sont un quart (24%) à avoir malgré tout continué d'acheter leur produit habituel, même s'il était devenu plus cher ; un comportement plus fréquent chez les personnes aux revenus élevés (37%) que chez celles aux revenus moyens (23%) ou faibles (19%).

De manière plus générale, les Français considèrent apporter une plus grande attention aux prix (86%), faire attention à ne pas gaspiller (86%) mais également avoir changé leurs réflexes alimentaires (manger moins, voire un peu moins équilibré pour un peu plus d'un tiers d'entre eux). En outre, le low-cost, qui n'est plus perçu comme un achat dévalorisant, a vu ses marques plébiscitées par 52% des Français, et ils sont 61% à s'être davantage tournés vers les marques distributeurs.

Pour les Français, l'inflation va durer

Les habitudes de consommation adoptées par les Français face à l'inflation leur semblent destinées à s'inscrire dans le temps. En effet, chez ceux qui ont opéré des changements dans leur consommation de produits de marque, la plupart envisagent ces changements comme pérennes (67%). Les femmes les inscrivent plus souvent que les hommes dans la durée (76% contre 56% des hommes), de même chez les personnes aux faibles revenus (70% contre 57% chez ceux ayant des revenus élevés).

« Les Français semblent opter pour un modèle alimentaire plus sobre à un niveau collectif comme individuel. »

Pour près de 3 Français sur 4 (74%), les prix de l'alimentation vont continuer à augmenter dans les 12



prochains mois. Les bouleversements récemment vécus seront amenés selon eux à être plus fréquents à l'avenir, qu'il s'agisse de pénuries (69%) ou de fortes variations de prix (79%).

Face à ce constat, les Français semblent opter pour un modèle alimentaire plus sobre à un niveau collectif comme individuel. Au niveau collectif, la plupart d'entre eux estiment qu'il faut miser davantage sur une plus grande indépendance de la France dans sa production alimentaire (73%) pour lutter contre les dérèglements de l'économie, et ce, quitte à ce que les produits vendus soient plus chers. Cet avis est particulièrement partagé par les plus âgés (80% chez les 50 ans et plus).

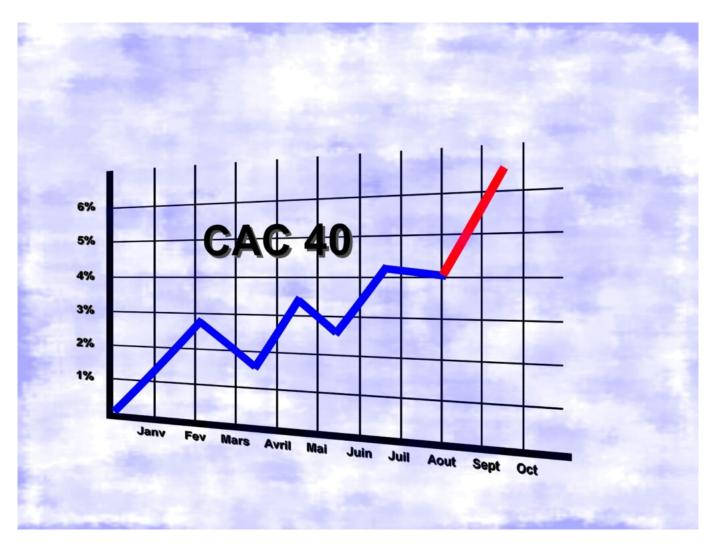
Quant au niveau individuel, les Français mettent tout particulièrement l'accent sur la limitation du gaspillage alimentaire (39%). Une mesure privilégiée, comme le sont aussi le fait d'effectuer plus de stocks (29%), de cuisiner davantage » maison » (28%), ou de privilégier des marques moins chères pour ses achats alimentaires (22%).

*Méthodologie : Enquête réalisée par Harris Interactive en ligne du 8 au 10 février 2023. Échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

Y-a-t-il des limites à l'indécence?



Ecrit par le 18 décembre 2025



France, terre de contrastes. Alors que les entreprises du CAC 40 n'ont jamais distribué autant de dividendes à leurs actionnaires une majorité de français voit leur pouvoir d'achat reculer fortement et certaines catégories sociales se paupériser. La théorie du ruissellement fait plutôt place aujourd'hui à celle du reflux. Une telle situation est-elle tenable longtemps ?

TotalEnergies vient d'annoncer, pour son exercice 2022, un résultat net de 36,2 milliards d'euros (en intégrant une provision de 15 milliards), un record historique pour l'entreprise française. Dans le même temps les français ont vu leurs pouvoirs d'achat reculer en grande partie à cause de l'augmentation des prix des carburants. De son côté, BNP Paribas affiche un résultat net de 10 milliards, en hausse de 7 % par rapport à 2021. Et la banque française annonce, dans la même semaine, 921 suppressions d'emplois. Quant aux sociétés d'autoroute, elles ont enregistrés en 2022, un bénéfice record de 3,4 milliards d'euros et elles ont procédés à une augmentation de leurs tarifs au 1^{er} février dernier de 4,75 % (avec l'aval du gouvernement). Il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond...



"Où est le bien commun, l'intérêt général?"

Le chacun pour soi devient une règle

Que des grandes compagnies comme TotalEnergies fassent des bénéfices, rien à redire c'est leurs finalités, mais qu'elles les réalisent en faisant les poches des consommateurs qui ne peuvent se passer de carburant, c'est de l'abus de position dominante. Et qu'ensuite, elles reversent la quasi-totalité de leurs profits à leurs actionnaires alors qu'elles ont le devoir d'investir dans la transition énergétique et préparer la fin des énergies fossiles, c'est condamnable. Et le pire du pire n'étant jamais certain en ces périodes, ces grands groupes utilisent une partie de leurs profits pour racheter leurs propres actions, ce qui a pour effet de faire monter les cours et donc leurs profits. Là, ça devient totalement amoral. Plus de bien ou de mal. Seul le profit compte. Où est le bien commun, l'intérêt général ? Le chacun pour soi devient une règle. Surtout que ces entreprises développent leurs activités sur des secteurs indispensables à la vie et aux bien-être de tous, et qu'elles jouent un rôle central dans l'économie nationale. Même les économistes les plus fervents défenseurs du libéralisme reconnaissent qu'il s'agit là d'une anomalie majeure qui va rapidement nuire au système lui-même. Mais que fait la police ?

"L'état le plus libéral au Monde montre l'exemple"

Des règles sont nécessaires

Notre système a besoin d'être encadré. Des règles sont nécessaires. C'est l'intérêt de tous.

Le Président américain Joe Biden, dans son dernier discours sur l'état de l'Union, entend quadrupler les impôts sur les rachats d'action et cela pour encourager l'investissement. Il appelle également à mettre en place une taxe minimale sur les milliardaires. L'état le plus libéral au Monde montre l'exemple. Pendant ce temps-là, en France, le ministre de l'économie et des finances nous dit ne pas savoir définir les superprofits... Et toutes les attentions sont portées sur la réforme des retraites, comme un arbre qui cache la forêt!

Voeux 2023 de la CCI du Pays d'Arles : innover, positiver et avoir l'esprit feria!



Ecrit par le 18 décembre 2025



Plus de 600 invités au Palais des Congrès d'Arles ce 30 janvier, des patrons de petites ou moyennes entreprises, des maires et deux spécialistes de l'économie, <u>François Lenglet</u>, journaliste et <u>Philippe Dessertine</u>, professeur à la Sorbonne et directeur de l'Institut de Haute Finance, qui étaient invités par le président de la CCI, <u>Stéphane Paglia</u>.

En ouvrant la soirée, il s'est exclamé : « Quel plaisir de vous retrouver » et a enchaîné « Après le Covid, en 2022 on a assisté à une augmentation des créations d'entreprises, +6,4%, bravo! Les femmes porteuses de projets représentent 36%, ce n'est pas encore la parité, mais on progresse. » Il a fait le tour de tous les dispositifs engagés sous sa mandature : « 13 local », les chèques-cadeaux lancés avec la CCI d'Aix-Marseille, 500 000€ mis en circulation dans l'économie locale, qui favorisent l'attractivité, le développement, le dynamisme et la préservation du territoire du Pays d'Arles.

"Nous sommes tous ici pour développer le Grand Marché de Provence à Châteaurenard qui se déploie sur 35 hectares."

Stéphane Paglia, Président de la CCI du Pays d'Arles

Stéphane Paglia a poursuivi : « Nous sommes tous ici pour promouvoir nos métiers, donner l'envie aux jeunes de devenir chefs d'entreprises, aménager notre territoire avec le contournement d'Arles et la requalification de la RN 113 (qui traverse les 13km du centre ville avec un trafic quotidien de 80 000 véhicules et qui deviendrait un boulevard urbain moins polluant pour les riverains), développer le Grand Marché de Provence (à Châteaurenard qui se déploie sur 35 hectares), investir 6M€ pour le multi-modal, aménager la future tranche de la LEO qui désenclaverait le nord du département, installer des hôtels



d'entreprises au coeur d'Arles, Tarascon ou Saint-Rémy pour les dynamiser, amplifier l'opération « Esprit clients » en aidant les commerçants à refaire leur vitrine, être plus attractifs, améliorer leur chiffre d'affaires, verdir l'environnement, en enlevant des camions de la route et favoriser le transport fluvial sur le Rhône et encore développer les filières d'hydrogène et de biomasse et ainsi conforter la transition écologique ».

"Nous sommes tous ici pour aménager la future tranche de la LEO qui désenclaverait le nord du département."

Stéphane Paglia, Président de la CCI du Pays d'Arles

Le dynamique président de la CCI a rappelé son projet de mandature en 10 points : « Créer des emplois, apporter des formations d'excellence, booster le territoire, déployer le programme du port, stucturer la filière agroalimentaire (qui représente 60% de l'agriculture des Bouches du Rhône), renforcer l'incubateur de l'entrepreneuriat au féminin, ouvrir ici une école de commerce qui attirerait les jeunes et empêcherait leur exode vers Aix, Marseille, Nîmes ou Montpellier. A terme, ils seraient 130 à vivre ici et monter leur propre entreprise, inciter à saisir toutes les opportunités numériques, commerciales, artisanales et industrielles et développer l'aménagement du Pays d'Arles qui inclut La Camargue, les Alpilles, la Plaine de Crau et attire 1,5 million de touristes par an ».

Il continue d'égrener les atouts culturels et historiques de ce territoire béni des dieux : « 200 000 entrées dans nos monuments patrimoniaux, 120 000 pour la fondation LUMA dédiée au soutien de la création artistique, les Rencontres de la Photo, créées en 1970 par Lucien Clergue et Michel Tournier qui attirent le monde entier chaque été (127 000 visiteurs), La Fondation Van Gogh, les vestiges romains à l'abri du Musée Arles Antique, le Musée ethnographique d'Arlaten, les 60 000 croisiéristes sur le Rhône et les 12M€ de retombées économiques induites par les Feria de Pâques et du Riz en septembre. »



Ecrit par le 18 décembre 2025



François Lenglet ©L'Echo du Mardi

Stéphane Paglia accueille ensuite le 1er expert de cette « Soirée des Entreprises » François Lenglet, journaliste, chef du service économie TF1 – LCI qui prend la parole. « Ca fait plaisir de vous voir aussi nombreux, le bonheur d'entreprendre n'est pas si fréquent. Mon ordre de mission, ce soir, c'est parler du devenir de l'inflation. Je vous préviens, elle est là pour longtemps, nous sommes entrés dans un nouveau monde, un cycle différent. Jusqu'à présent, les Etats-Unis étaient les maîtres du monde, ils sécurisaient les transactions, ils définissaient les règles du commerce international, l'OMC suivait ses préconisations, le dollar était roi, et nous, nous baignions dans l'insouciance. Désormais, la bête américiaine est blessée, l'économie en déclin. Nous devons donc changer notre fusil d'épaule, à commencer par produire chez nous les médicaments, les semi-conducteurs, l'énergie, l'agro-alimentaire et rompre avec les illusions de la mondialisation ».

Je vous préviens, l'inflation est là pour longtemps, nous sommes entrés dans un nouveau monde, un cycle différent.

François Lenglet

« Un sujet majeur cristallise notre avenir : la démographie » explique François Lenglet. « La population active commence à diminuer, des centaines de millions de paysans chinois ont quitté leur ferme et sont



arrivés en ville où ils s'entassent dans d'immenses ateliers, des usines gigantesques. C'est un afflux considérable de bras, de salaires nos qualifiés, de production à bas, très bas coûts. Chaque année la population active baisse. En Chine, justement, on recense 7 millions de personnes en moins, le vieillissement s'accélère. En Italie on a dénombré 400 000 citoyens en moins, la France est pour l'instant relativement épargnée, mais il est de plus en plus difficle de trouver du personnel, les ressources humaines se raréfient. Pour un patron, recruter relève d'une véritable compétition, le rapport employeur / employé s'inverse, désormais c'est le salarié qui choisit son patron et l'entreprise où il a envie de travailler ».

Autre préoccupation : la transition énergétique. « Produire propre coûte plus cher qu'en polluant l'environnement. Décarboner, réduire les émissions de dioxyde de carbone a un prix, ce qui renchérit la valeur des marchandises. Or, les banques centrales sont en train de faire remonter le taux pour éradiquer l'hydre de l'inflation. Après la chute du Mur de Berlin, la fin de la Guerre froide, la Chine s'est ouverte, le prix du travail a notablement baissé, les frontières ont reculé, on a pu circuler sans trop de contraintes. Mais ce monde-là c'est fini avec l'entrée en guerre de la Russie en Ukraine, une parenthèse se referme. L'hyper-puissance des USA a dégringolé, Vladimir Poutine a sans doute perçu son déclin et il a estimé qu'il avait une fenêtre de tir – au sens propre – pour envahir l'Ukraine. Il nous faut donc réorganiser l'économie mondiale suivant l'axe Chine- USA, mais est-ce si grave? »

"L'inflation n'est pas le monstre, le diable qu'on nous présente. Elle inverse le rapport de force entre travail et capital."

François Lenglet

A cette question, François Lenglet se montre plutôt rassurant. « A la sortie de la guerre, les babyboomers, mes parents, ont pu se constituer un patrimoine, acheter leur maison grâce à l'enflation, si, si! Elle avait progressé de 10 à 15%, mais les salaires aussi. Du coup le poids du remboursement s'est allégé, c'est l'ardoise magique. Aujourd'hui, c'est pareil. Le rapport s'est inversé, on a indexé les salaires, le SMIC, les retraites, les impôts avec de nouveaux barèmes, ce n'est pas la fin du monde. » Il conclut avec optimisme : « L'inflation n'est pas le monstre, le diable qu'on nous présente. Elle inverse le rapport de force entre travail et capital. Le monde qui pointe est plein de promesses, fécond, sans doute va-t-il gommer les inégalités, c'est tout ce que je nous, je vous souhaite! » Tonnerre d'applaudissements dans la salle comble du Palais des Congrès d'Arles.



Ecrit par le 18 décembre 2025



Philippe Dessertine ©L'Echo du Mardi

Place au 2ème expert de la soirée, l'économiste Philippe Dessertine. « La mission que m'a confiée le président de la CCI est simple et complexe à la fois, être positif, avoir l'esprit « feria ». Je vais commencer par l'évènement majeur de notre monde actuel : le dérèglement climatique. 8 milliards d'humains sur terre nous obligent à changer de modèle économique. Le nôtre datait de 150 ans, il ne fonctionne plus, il est urgent d'en changer, ce n'est plus une option mais une obligation ». Tout a changé, une forme de révolution a frappé le monde des mathématiques, de la science, de l'astro-physique, de nos connaissances. Les algorithmes développent des informations qu'on n'avait pas, avant. Certains affirment par exemple que dans 20 ans le cancer sera vaincu. On peut désormais cumuler croissance et développement durable, ils ne sont plus antinomiques ».

"Pour oser, pour innover, il faut être petit. C'est la grande force des territoires décentralisés comme le Pays d'Arles."

Philippe Dessertine

Comment adapter ce raisonnement au Pays d'Arles et à ses entrepreneurs? Grâce à un mot, la décentralisation. On ne dépend plus de Paris, un président a été élu sans parti politique. New-York, la ville des gratte-ciel, est morte, c'est Los Angeles qui gagne, cette ville horizontale, cette juxtaposition, cette mosaïque de communautés, reliées entre elles, connectées par le digital. Ici, la Crau, la Camargue,



la Montagnette, les Baux, les Alpilles, ses parcs naturels, ses 29 communes, c'est un véritable pays de cocagne! Vous avez les paysages, le patrimoine, la culture, les bons produits du terroir, vous savez ce qu'est la déconcentration, vous avez déjà ce nouveau monde sous vos yeux, entre vos mains. Et la CCI c'est elle qui les relie, les irrique, tous ces réseaux de grandes, moyennes, petites entreprises, qui promeut la synergie et propose cet autre mode de fonctionnement. Des entités à taille humaine où on peut innover. Comme l'agriculture qui s'équipe de drones. Dans les grosses structures, on n'y arrive plus ».

Philippe Dessertine cite alors l'exemple du business-man Mark Zuckerberg. « Il a créé Facebook, payait cher ses salariés, mais ils n'arrivaient plus à innover, à se réinventer, ils étaient trop nombreux, la structure trop lourde. Facebook dégringole, pour enrayer cette chute, il acquiert Instagram. Même scénario. Il ne faut pas oublier que le but d'un bureaucrate c'est de garder son boulot, pas de travailler dans l'intérêt de l'entreprise. Pour oser, pour innover, il faut être petit. Regardez pour les grands laboratoires pharmaceutiques avec le Covid. Ni Sanofi, ni Pasteur n'ont trouvé le vaccin, les dinosaures ont un grand corps mais une petite tête. C'est Moderna, une équipe plus réduite de biotechnologies qui l'a mis au point ».

"C'est avec le trio innovation-croissance-développement durable que vous allez gagner la bataille de demain, celle des talents."

Philippe Dessertine

Il ajoute : 'Ici, nous avons, vous avez un tissu de petites entreprises, une infinité de dynamismes, d'envies, d'énergies où le délai de prise de décision est immédiat, pragmatique. Votre nouveau PIB, c'est le trio innovation-croissance-développement durable. Grâce à tous ces humains, ces cerveaux, ces bras, ces jeunes que vous allez retenir sur le territoire, vous allez gagner la bataille de demain, celle des talents. Et moi, j'ai un double regret, ne plus avoir 20 ans et ne pas habiter le Pays d'Arles ».

La manifestation se conclura sur une phrase projetée sur le grand écran du Palais des Congrès d'Arles: « Notre territoire est inspirant, performant, novateur. Nous sommes les acteurs de la réussite de demain ».

Andrée Brunetti



Un bilan des performances économiques dans les pays de l'OCDE en 2022







Sur le plan économique et financier, l'année 2022 a été rude pour presque tout le monde. Les revenus des ménages des pays de l'OCDE ont été amputés par une inflation annuelle de 10 % (moyenne de 35 pays). Les investisseurs ont également été perdants, les bourses mondiales ayant chuté de 20 %. Ces mauvais résultats globaux cachent toutefois des différences significatives : certains pays s'en étant mieux sortis que d'autres sur certains indicateurs.

L'infographie ci-dessus présente un bilan des performances économiques dans une sélection de six économies de l'OCDE, sur la base de trois indicateurs : l'ampleur de l'inflation (prix à la consommation), les performances boursières et l'évolution de la <u>dette publique en pourcentage du PIB</u>.

Avec l'Italie, l'Allemagne est le pays du G7 qui a enregistré la plus forte hausse des prix à la consommation entre décembre 2021 et octobre 2022 : +10 %. En France et en Espagne, la hausse sur cette période s'élevait à près de 6 %. Parmi les économies avancées, c'est au Japon que le <u>taux</u> <u>d'inflation</u> reste le plus faible : moins de 4 % cette année.

Si le Japon présente une inflation nettement moins impressionnante que la plupart des autres pays, c'est en revanche tout l'inverse en ce qui concerne la dette publique. L'endettement du Japon est le plus élevé au monde et son ratio dette publique sur PIB s'est creusé de près de 5 points de pourcentage en 2022. Dans les autres économies étudiées, on a en revanche assisté à une stabilisation, voire un recul, du niveau de dette publique.

Au rayon des performances boursières, le DAX, indice phare de la bourse allemande, a vécu une année particulièrement compliquée, avec un plongeon de près de 18 % sur les douze derniers mois. Aux <u>États-Unis</u>, les marchés boursiers ont reculé d'environ 10 % sur la même période, alors que le CAC 40 français était en baisse de plus de 7 %. À l'inverse, le FTSE britannique a plutôt été épargné, affichant une légère hausse depuis la fin de l'année 2021 (+1 %).

Tristan Gaudiaut pour Statista.